



**PRÉFET  
DU HAUT-RHIN**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement, de  
l'Aménagement et du Logement Grand Est**

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 12/09/2023  
**ANNULE ET REMPLACE LE  
RAPPORT DU 13/07/2023**

### **Rapport de l'inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

#### **Partie nominative**

**BUTACHIMIE**

**USINE DE CHALAMPE**

**GESTIFTSFELD**

**68490 Chalampé**

Affaire suivie par : MOULIN-OLLAGNIER Béranger

Téléphone : 03.89.66.66.78

Courriel : [berenger.moulin-ollagnier@developpement-durable.gouv.fr](mailto:berenger.moulin-ollagnier@developpement-durable.gouv.fr)

Références : 0006700513\_2023\_09\_12\_BUTACHIMIE\_CHALAMPE\_VIIC-  
incidentexplosionM1179

Code AIOT : 0006700513

L'inspection des installations classées a réalisé quatre visites d'inspection les 14, 19 et 22/06/2023 de l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Le présent rapport rend compte de ces visites. Cette partie contient des informations nominatives qui ne seront pas publiées sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>). Toute demande écrite de consultation ou transmission fera l'objet d'un examen selon les règles en vigueur.

#### **Le participant aux inspections, représentant l'inspection des installations classées, est :**

MOULIN-OLLAGNIER Béranger, Unité départementale du Haut-Rhin, ATOM, inspecteur de l'environnement

#### **Les participants à l'inspection, hors inspection des installations classées, sont :**

Denis MATHIS Responsable Hygiène, Sécurité & Inspection (les 14, 19 et 22 juin)

Gwenvael LE SEACH Responsable Qualité Environnement Energie (les 19 et 22 juin)

Philippe MONCHARMONT Responsable Production ADN (les 14, 19 et 22 juin)

Freddy MANCARELLI Directeur Grand Arrêt (le 14 juin)

Hervé HUMBERT Gérant site BUTACHIMIE (le 14 juin)


Stéphane CAZABONNE directeur projets et Méthodes (le 14 juin)

John SIRAGUSA Agent de Maitrise - service incendie pompier équipe n°2 (le 14 juin)

Gaël DUGOUR Responsable service EIA (le 19 juin)  
 Samuel MIMAUD Technicien Analyseur (le 19 juin)  
 Fabrice JEGGY Responsable Instrumentation détection Gaz (société ALSACHIMIE) (le 19 juin)

Les courriels d'échange avec l'administration sont [Kristof.Mahieu@butachimie.eu](mailto:Kristof.Mahieu@butachimie.eu),  
[Denis.Mathis@butachimie.eu](mailto:Denis.Mathis@butachimie.eu) et [Herve.Humbert@butachimie.eu](mailto:Herve.Humbert@butachimie.eu).

Rédacteur
L'inspecteur de l'environnement MOULIN-OLLAGNIER Béranger

Vérificateur	Approbateur
L'inspecteur de l'environnement	Le Chef du Service Prévention des Risques Anthropiques 
MOLE Jacques	Pascal LAJUGIE Par délégation

## Rapport de l'inspection des installations classées

### Propositions à l'issue de la visite

A l'issue de la visite d'inspection du 14/06/2023 de l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé, les constats établis et explicités dans la partie "contexte et constats" du rapport amènent l'inspection des installations classées à formuler à Monsieur le Préfet les propositions suivantes.

Considérant les non-conformités relevées et les enjeux associés, conformément à l'article L. 171-8-I du code de l'environnement, il est proposé de **mettre en demeure** l'exploitant de respecter les prescriptions édictées, pour les dispositions contrôlées et rappelées ci-après :

- nom : Prévention des risques explosions - Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 23/11/1999 article : 8.4.1 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Maintenance - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 03/10/2010 article : 37 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Formation au risque de l'entreprise - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : 5 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Prévention des risques - détection - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : Article 8 et annexe 1 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Prévention des risques - détection - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : Article 8 et annexe 1 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Procédures en phase d'arrêt - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : Article 8 et annexe 1 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Application du SGS - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014 article : 8 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure
- nom : Prévention des accidents - Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010 article : 47 - délai : 6 mois à compter de la date de notification de l'arrêté de mise en demeure

Unité départementale du Haut-Rhin  
2 place du général de Gaulle  
68100 MULHOUSE

Mulhouse, le 12/09/2023  
**ANNULE ET REMPLACE LE RAPPORT  
DU 13/07/2023**

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 14/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur **GÉORISQUES**

#### **BUTACHIMIE**

USINE DE CHALAMPE

GESTIFTSFELD

68490 Chalampé

Références : 00006700513 \_2023\_09\_12\_BUTACHIMIE\_CHALAMPE\_VIIC-  
incidentexplosionM1179  
Code AIOT : 0006700513

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte des inspections réalisées les 14, 19 et 22/06/2023, dans l'établissement BUTACHIMIE implanté USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Faisant suite à l'incident du 14 juin 2023 (explosion d'un nuage de gaz dans la fosse M1179), l'Inspection a effectué une série de visites sur site portant sur les thématiques suivantes :

- recueil des faits de l'explosion dans la fosse M1179 le 14 juin 2023,
- tests et maintenances réalisés sur les systèmes de détection gaz le 19 juin 2023,
- maîtrise des risques liés à la co-activité le 22 juin 2023 matin,
- adéquation du matériel utilisé dans la fosse M1179 avec la zone à risque d'explosion définie par l'exploitant, le 22 juin 2023 après-midi 2023.

Par souci de lisibilité (pour les parties prenantes : exploitant, autorités administratives et pénales, tiers), il a été choisi de réunir les multiples constats liés à l'incident de la fosse M1179 dans un unique rapport. Certains constats réalisés sur différentes inspections relèvent effectivement de l'analyse de mêmes références réglementaires (arrêts ministériels, préfectoraux et dispositions du Système de Gestion de la Sécurité (SGS) du site).

Les contrôles réalisés sur site et sur documents, suite à l'incident du 14 juin 2023 ont pour but de vérifier le respect des prescriptions contrôlées sur des thématiques de la prévention des risques en lien avec les circonstances de l'incident. L'objet du présent rapport n'est donc pas d'établir de lien entre les prescriptions contrôlées et les causes de l'incident survenu le 14 juin 2023.

**Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- BUTACHIMIE
- USINE DE CHALAMPE GESTIFTSFELD 68490 Chalampé
- Code AIOT : 0006700513
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

L'usine Butachimie, située sur la plateforme de Chalampé, opère dans le domaine de la chimie du nylon et produit 35 % de l'Adiponitrile mondiale.

A ce titre le site est autorisé à exploiter un ensemble d'installations classées pour la protection de l'environnement, au sein d'un établissement visé par les Directives Européennes Seveso Seuil Haut et IED, notamment réglementées par l'arrêté préfectoral du 18 octobre 2016.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection

de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
2	Prévention des risques explosions	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 8.4.1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
5	Maintenance	Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
6	Formation au risque de l'entreprise	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
7	Prévention des risques - détection	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
8	Prévention des risques - détection	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
9	Procédures en phase d'arrêt	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
10	Application du SGS	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois
11	Prévention des accidents	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47	Mise en demeure, respect de prescription	6 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	déclaration incident	Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.5.1	Sans objet
3	Prévention des risques explosions	Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 8.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
4	Prévention des risques explosions	Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 3	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés sur site que les installations ne sont pas exploitées conformément à certaines des prescriptions qui lui sont opposables. Peuvent notamment être mis en avant les non-conformités suivantes :

- L'exploitant ne respecte pas certaines dispositions de son SGS (pour les parties qui ont fait l'objet d'un contrôle dans le cadre des visites d'inspections référencées ci-avant) ;
- l'exploitant n'a pas formé son personnel conformément aux éléments prévus dans son SGS (a minima une des trois personnes impliquée dans l'incident du 14 juin 2023 a un cursus de formation défaillant) ;
- l'exploitant fait entretenir du matériel « ATEX » par du personnel ne possédant pas toutes les formations requises pour réaliser les opérations de maintenance courante sur ce type d'appareil (les 2 techniciens intervenant en maintenance n'ont pas reçu de formation constructeur pour l'un des types de détecteurs) ;
- l'exploitant met en œuvre des systèmes de détection fixes et mobiles non-efficaces au vu des gaz susceptibles d'être présents dans ses unités (constat établi pour l'unité mixte où se trouve la fosse M1179) ;
- le plan des zones à risque d'explosion transmis ne permet pas d'identifier l'ensemble des zones où est susceptible de se former de manière épisodique une atmosphère explosive. En effet, le référentiel pris par l'exploitant pour répondre aux pré-requis de la réglementation ICPE en la matière est celui du code du travail et de la réglementation ATEX qui ne répond pas en tout point aux mêmes attendus que la réglementation ICPE en matière d'identification des zones à risques ;
- l'exploitant n'a pas procédé à une mise à disposition (vidange/nettoyage) adéquate de ses unités au vu des substances qu'elles peuvent contenir (constat établi pour les drains de la fosse M1179) ;
- l'exploitant allège en période d'arrêt des procédures liées à la sécurité des installations, sous couvert d'une analyse des risques, qui s'avère partielle et minorante au vu des risques connus de certaines installations voisines toujours en charge de produits dangereux.

### 2-4) Fiches de constats

#### N° 1 : déclaration incident

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 18/10/2016, article 2.5.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Accident/incident
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant est tenu à déclarer dans les meilleurs délais à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de son installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L.511-1 du code de l'environnement.  Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant à l'inspection des installations classées. Il précise notamment les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les effets sur les

<p>personnes et l'environnement, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou long terme (R512-69 Code de l'environnement).</p> <p>Ce rapport est transmis sous 15 jours à l'inspection des installations classées.</p> <p><b>Constats :</b>  Par fax du 14 juin 2023 reçu à 15h00, l'exploitant a informé l'inspection d'une explosion de gaz survenue vers 13h40 en fosse au sein de son installation.</p> <p>Le message transmis par l'exploitant faisait état de 6 blessés, d'absence de feu, d'appel des secours extérieurs (pour prise en charge des blessés), et de la mise en place d'un tapis de mousse en préventif.</p> <p>Il est à noter que l'événement est à considérer comme un incident, compte tenu de l'absence d'effet direct ou indirect sur les intérêts mentionnés à l'article L.511-1 (notamment absence d'effets aigus sur les tiers ou sur l'environnement).</p> <p>Un rapport d'incident a été demandé par l'inspection des installations classées.</p> <p>Une première version de ce dernier a été transmise par l'exploitant dans un délai inférieur à 15 jours. Cependant, cette version du rapport transmis ne contenait pas l'ensemble des éléments prévus par la prescription contrôlée. Ne figuraient notamment pas les causes complètes et profondes de l'incident. Lors de cette transmission, l'exploitant avait mentionné continuer à travailler sur la détermination des causes potentielles de l'explosion, et s'est engagé à transmettre les compléments au fil de l'avancement de ses investigations. Par transmission des 12 et 28 juillet 2023, l'exploitant a fourni des compléments à son rapport en identifiant un certain nombre de causes profondes et d'action correctives supplémentaires.</p> <p>L'Inspection considère que l'exploitant a répondu à ses obligations au travers des différents transmis.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suites
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 2 : Prévention des risques explosions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 8.4.1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, zones à risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b>  L'exploitant détermine les zones de risque incendie et les zones de risque explosion de son établissement. Ces zones sont reportées sur un plan tenu à jour régulièrement et mis à la disposition de l'inspection des installations classées.  [...]  Les zones de risque explosion sont constituées des volumes dans lesquels une atmosphère explosive est susceptible d'apparaître de façon permanente, semi-permanente ou épisodique en raison de la nature des substances solides, liquides ou gazeuses mises en œuvre ou stockées.</p>
<p><b>Constats :</b>  <b>Informations non communicables (annexe confidentielle)</b></p>



<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

### N° 3 : Prévention des risques explosions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 23/11/1999, article 8.5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, risques matériel en zone explosive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Electricité : (matériel, protection contre l'électricité statique et les courants de circulation)</p> <p>Sauf en ce qu'elles auraient de contraire aux dispositions des alinéas suivants, les installations électriques de l'établissement doivent être réalisées [...] avec du matériel approprié conformément aux dispositions du décret n°88 1058 du 14 novembre 1988 relatif à la protection des travailleurs[...].</p> <p>Elles seront périodiquement contrôlées[...].</p> <p>Les rapports de contrôle seront tenus à la disposition de la direction régionale de l'industrie, de la recherche et de l'environnement chargée de l'inspection des installations classées.</p> <p>Pour les installations présentant des risques d'explosion sont applicables les dispositions de l'arrêté du 31 mars 1980 relatif aux installations électriques des établissements réglementés au titre de la législation des installations classées.</p> <p>Dans les zones exposées aux poussières et aux vapeurs explosives, combustibles, les appareils et masses métalliques doivent être mis à la terre et reliés par des liaisons équipotentielles.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le décret n°88 1058 du 14 novembre 1988 (pris pour l'exécution des dispositions du livre II du code du travail - titre III : Hygiène, sécurité et conditions du travail en ce qui concerne la protection des travailleurs dans les établissements qui mettent en œuvre des courants électriques), prévoit un ensemble de mesures techniques quant à la mise en place, l'utilisation et la vérification de matériel électrique.</p> <p>Bien que cette réglementation ait évolué, les constats figurant ci-après restent en phase avec les obligations actuelles.</p> <p>Son article 53 prévoit notamment que les vérifications se fassent périodiquement, avec une fréquence fixée par arrêté ministériel. C'est l'arrêté ministériel relatif aux vérifications ou processus de vérification des installations électriques ainsi qu'au contenu des rapports correspondants (et son article 3 notamment) qui fixe cette périodicité à un an.</p> <p>L'analyse des rapports de vérification électrique pour les années 2021 et 2022 sur les équipements de la fosse M1179 ne permet pas de constater l'existence d'une non-conformité à la prescription contrôlée.</p> <p>Les constats réalisés sur site dans la fosse M1179 montrent la présence de mise à la terre, et liaisons équipotentielles lorsque des matériaux isolants sont introduits sur le procédé entre deux parties conductrices, afin de garantir la continuité électrique sur ces installations. Seule la présence de ces éléments a été contrôlée et non leur efficacité (mesure de conductivité).</p> <p>La conformité du matériel présent en lien avec les dispositions de l'arrêté ministériel du 31 mars 1980 est détaillée dans le point de contrôle suivant.</p>

<b>Observation n°1</b> : l'analyse de l'inspection a été réalisée sur la base des derniers rapports disponibles à date des années 2021 et 2022.
<b>Type de suites proposées</b> : Sans suite
<b>Proposition de suites</b> : Sans objet

#### N° 4 : Prévention des risques explosions

<b>Référence réglementaire</b> : Arrêté Ministériel du 31/03/1980, article 3
<b>Thème(s)</b> : Risques accidentels, risques matériel en zone explosive
<b>Point de contrôle déjà contrôlé</b> : Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>3.1. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de façon permanente ou semi-permanente :</p> <p>Les installations électriques doivent être entièrement constituées de matériels utilisables dans les atmosphères explosives et répondre aux dispositions du décret n° 78-779 du 17 juillet 1978 et de ses textes d'application.</p> <p>3.2. Dans les zones où les atmosphères explosives peuvent apparaître de manière épisodique avec une faible fréquence et une courte durée ;</p> <p>Les installations électriques doivent soit répondre aux prescriptions du paragraphe 3.1, soit être constituées de matériels de bonne qualité industrielle qui, en service normal, n'engendrent ni arc ni étincelle, ni surface chaude susceptible de provoquer une explosion.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>L'analyse de cette prescription est à réaliser à l'éclairage des dispositions de la Section 7 (conformité des appareils et systèmes de protection destinés à être utilisés en atmosphères explosibles) du chapitre VII, du titre V du livre V de la partie réglementaire du code l'environnement qui a abrogé le décret du 17 juillet 1978 mentionné dans la prescription.</p> <p>Le contrôle sur site de cette disposition s'est fait par échantillonnage.</p> <p>L'Inspection s'est attachée à vérifier certains des équipements fixes utilisés dans la zone à risque « gaz » présente dans la fosse M1179.</p> <p>La vérification des appareils mobiles (radio, lampe, détecteurs) portés par les opérateurs lors de l'incident a également été réalisée.</p> <p>L'examen de l'adéquation du matériel utilisé a été réalisé sur la base des documents de zonage et le Dossier relatif à la Protection Contre Les Explosions (DRPCE) fournis par l'exploitant.</p> <p>L'examen des équipements contrôlés présents dans la fosse M1179, et portés par les opérateurs lors de l'incident, n'appelle pas d'observation de la part de l'inspection. Ils sont tous prévus pour fonctionner en zone 2, avec des groupes de gaz IIB ou IIC (les gaz susceptibles d'être présents dans la zone sont du groupe IIB), avec une température maximale de surface de 135°C (les gaz susceptibles d'être présents dans la zone possèdent des Température d'Auto Inflammation supérieures à 200°C).</p> <p>Il est par ailleurs à noter que lors de l'incident les équipements mécaniques (vanne SV M0701</p>

et pompes M5374 et M5375) étaient mis hors tension (vérification faite sur site par vérification des procédures de consignations réalisées par l'exploitant en amont de l'opération de maintenance opération 70 de l'OT M5-1179). De même, le traçage électrique présent sur les tuyauteries était également consigné (vérification analogue à la précédente sur l'opération 10 de l'OT M5-1179).

Selon les éléments collectés seuls subsistaient sous alimentation électrique au droit de la fosse M1179, le débitmètre (M07210) et le détecteur de température (TIA M07400) présents sur la cuve.

**Type de suites proposées :** Sans suite

**Proposition de suites :** Sans objet

## N° 5 : Maintenance

**Référence réglementaire :** Arrêté Ministériel du 03/10/2010, article 37

**Thème(s) :** Risques accidentels, Maintenance des matériels de sécurité

**Point de contrôle déjà contrôlé :** Sans Objet

### **Prescription contrôlée :**

L'exploitant s'assure de la vérification périodique et de la maintenance des matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie mis en place ainsi que des installations électriques, conformément aux référentiels en vigueur. L'exploitant tient à la disposition de l'inspection des installations classées les éléments justifiant de ces vérifications et maintenance.[...]

### **Constats :**

En lien avec l'incident survenu, l'Inspection s'est attachée à analyser la maintenance et la vérification des dispositifs de détection (explosimètres) utilisés par l'exploitant dans le cadre de l'incident. Ces derniers sont considérés comme des matériels de sécurité. Les détecteurs sont constitués d'explosimètres mobiles utilisés par les opérateurs et d'un explosimètre fixe.

L'objectif premier de ce constat est notamment de mettre en avant la conformité des opérations de maintenance vis-à-vis du caractère « ATEX » des dispositifs mentionnés ci-avant. En effet pour des dispositifs susceptibles d'être utilisés en atmosphère explosible, il est important que les opérations de maintenance ne viennent pas dégrader la protection intrinsèque de l'équipement vis-à-vis des atmosphères dangereuses, et que les protections des équipements utilisés restent identiques même après des opérations de maintenance.

Les constats réalisés sur site et l'examen des éléments transmis par l'exploitant (notices des dispositifs de détection, attestations de formation des techniciens en charge de la maintenance des appareils de détection mobiles), amènent l'inspection à conclure que l'exploitant ne respecte pas les dispositions de la prescription contrôlée.

En effet, il peut être pris comme référentiel en vigueur pour la maintenance des appareils « ATEX » la norme NF EN IEC 60079-19 - Décembre 2019 (Atmosphères explosives - Partie 19 : réparation, révision et remise en état de l'appareil). Cette norme mentionne dans son paragraphe 4.3.2.2 (Compétence) et son annexe B (Annexe B - Connaissances, savoir-faire et compétence des "personnes responsables" et des "opérateurs") que les personnes intervenant en maintenance sur des dispositifs « ATEX » doivent être formées spécifiquement aux modes de protection et pouvoir justifier de leurs formations en la matière en cas d'intervention. Or, l'exploitant n'a pas été en mesure de fournir les éléments de formation pour l'ensemble des techniciens intervenant sur ces dispositifs (2 techniciens recensés par l'inspection lors du contrôle). Pour l'un d'eux, les formations reçues ne sont que partielles et ne concernent notamment pas le type d'équipement utilisé lors de l'incident par

les opérateurs de l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 6 : Formation au risque de l'entreprise

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 5
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Formation
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b> Les différents opérateurs et intervenants dans l'établissement, y compris le personnel des entreprises extérieures, reçoivent une formation sur les risques des installations,</p> <p><b>Constats :</b> Les éléments remis par l'exploitant pendant les différents contrôles sur site et par courriers électroniques (postérieurs à la date de l'incident du 14/06/2023) montrent que :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>le personnel d'exploitation du site (vérification faite pour les personnes impliquées dans l'incident) n'a pas suivi intégralement le parcours d'habilitation prévu par la chapitre 8 (Activités opérationnelles) du SGS de l'exploitant. En effet, ce parcours inclut notamment les formations suivantes : <ul style="list-style-type: none"> <li>Accueil sécurité site</li> <li>ATEX (sensibilisation)</li> <li>Analyse atmosphère Niveau 1 et Niveau 2</li> <li>bon de feu, permis de pénétrer</li> </ul> </li> </ul> <p>Nota : Le Document Relatif à la Protection Contre les Explosions, prévoit également que les opérateurs du site suivent des formations de sensibilisation à « l'ATEX ».</p> <p>L'examen des feuilles d'émargement fournies, et des parcours réalisés par les 3 personnes de Butachimie ayant travaillées au niveau de la fosse M1179 sur la journée du 14/16/2023, montre :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>que 2 des 3 personnes impliquées n'ont pas suivi de formation à la sensibilisation du risque « ATEX »,</li> <li>qu'une des trois personnes impliquées n'a pas suivi la formation « analyse d'atmosphère niveau 2 »,</li> <li>qu'aucune feuille d'émargement de l'accueil sécurité n'est disponible pour 2 des 3 personnes,</li> <li>qu'aucune feuille d'émargement n'a pu être fournie pour la formation « Analyse d'atmosphère et bon de feu pénétrer Niv 1 »,</li> <li>qu'une formation « Analyse d'atmosphère et bon de feu pénétrer Niveau 1 » n'est plus valide (durée de validité établie à 3 ans par la procédure 110 CS 042 (ANALYSES D'ATMOSPHERE EFFECTUEES DANS LE CADRE DE LA PROCEDURE DES TRAVAUX))</li> </ul> <p>Il convient de considérer que l'exploitant n'a pas complètement formé les opérateurs de son site aux risques présentés par ses installations conformément à ses procédures internes et celles de son SGS.</p> <p>Les employés de la société sous-traitante qui sont intervenus dans la fosse M1179 et sur les opérations de soudure et meulage à proximité de la fosse (sur la colonne M2240), ont reçu une formation risque chimique niveau 1 qui inclut un module relatif aux risques explosions, et une formation au risque des installations au travers de l'accueil sécurité réalisé par</p>

l'exploitant.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 7 : Prévention des risques - détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> <b>Informations non communicables (annexe confidentielle)</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

#### N° 8 : Prévention des risques - détection

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b>  Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation  Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> <b>Informations non communicables (annexe confidentielle)</b>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 9 : Procédures en phase d'arrêt

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article Article 8 et annexe 1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS- maintenance
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Point 3 du SGS : maîtrise des procédés, maîtrise d'exploitation Des procédures et des instructions sont mises en œuvre pour permettre la maîtrise des procédés et l'exploitation des installations en sécurité. Les phases de mise à l'arrêt et de démarrage des installations, d'arrêt, de même que les opérations d'entretien et de maintenance, même sous-traitées, font l'objet de telles procédures.
<b>Constats :</b> <b>Informations non communicables (annexe confidentielle)</b>
<b>Observation n°2 :</b> Bien que l'exploitant ne le prévoise pas, il apparaît pertinent que lors d'opération avec ouverture de ligne et d'équipement, la vérification d'absence d'atmosphère dangereuse (toxique ou inflammable notamment) ne se fasse pas qu'à l'extérieur des équipements, mais également par sondage à l'intérieur de ces derniers afin de pouvoir vérifier la bonne réalisation de la procédure de vidange/nettoyage/drainage compte-tenu notamment de la densité de certains gaz plus lourds que l'air.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 10 : Application du SGS

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article 8
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, SGS
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant met en place dans l'établissement un système de gestion de la sécurité applicable à toutes les installations susceptibles de générer des accidents majeurs en application de l'article L. 515-40 du code de l'environnement. [...]L'exploitant met en œuvre les procédures et actions prévues par le système de gestion de la sécurité, conformément à l'article R. 515-99 du code de l'environnement
<b>Constats :</b> Les dispositions relatives au Système de Gestion de la Sécurité du site sont intégrées par l'exploitant au document dénommé « Manuel de Management » (MS.1.010 à 100). Comme mentionné dans les points de contrôle précédents, l'exploitant prévoit un ensemble de procédures engageantes en vue de prévenir sur son site les probabilités d'occurrence d'un accident majeur. <p>Le présent point s'appuie sur les points de constats précédents et montre que l'exploitant ne met pas en œuvre certaines des procédures et actions qu'il a prévus dans le cadre de son SGS.</p> <p>Les points suivants peuvent ainsi être cités à l'éclairage des constats réalisés sur site et l'examen des documents transmis par l'exploitant en lien avec l'incident du 14 juin 2023 :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contrairement au chapitre 8 (Activités opérationnelles) de son SGS, l'exploitant n'a pas procédé au parcours d'habilitation complet des opérateurs impliqués dans les circonstances de l'accident,</li> </ul>

<ul style="list-style-type: none"> <li>• contrairement au paragraphe 6.1.3 de son SGS, l'exploitant met en œuvre des systèmes de détection fixes et mobiles qui ne sont pas efficaces au vu des gaz susceptibles d'être présents dans ses unités,</li> <li>• contrairement au chapitre 6 (planification) de son SGS, l'exploitant n'a pas procédé à une mise à disposition (vidange/nettoyage) adéquate de ses unités au vu des substances qu'elles peuvent contenir. Par ailleurs il allège en période d'arrêt des procédures liées à sécurité des installations, sous couvert d'une analyse des risques, qui s'avère partielle et minorante au vu des risques connus des installations.</li> </ul>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois

## N° 11 : Prévention des accidents

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 47
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Principes généraux de prévention des risques
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires pour prévenir les incidents et accidents susceptibles de concerner les installations ou à défaut pour en limiter les conséquences. Il organise sous sa responsabilité les mesures appropriées, pour que la prévention des risques soit effective, dans les conditions normales d'exploitation et dans les situations transitoires et dégradées, depuis la construction jusqu'au démantèlement du site après l'exploitation.[...]</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>En lien avec les points de contrôles détaillés ci-avant, il est établi que l'exploitant ne prend pas toutes les dispositions pour prévenir l'occurrence d'incident susceptible de concerner ses installations, que ce soit en fonctionnement normal ou en période d'arrêt en effet :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• l'exploitant n'a pas formé son personnel conformément aux éléments prévus dans son SGS (a minima une des trois personnes impliquée dans l'incident du 14 juin 2023 a un cursus de formation défaillant) ;</li> <li>• l'exploitant fait entretenir du matériel « ATEX » par du personnel ne possédant pas toutes les formations requises pour réaliser les opérations de maintenance courante sur ce type d'appareil (les 2 techniciens intervenant en maintenance n'ont pas reçu de formation constructeur pour l'un des types de détecteurs) ;</li> <li>• l'exploitant met en œuvre des systèmes de détection fixes et mobiles non-efficaces au vu des gaz susceptibles d'être présents dans ses unités (constat établi pour l'unité mixte où se trouve la fosse M1179) ;</li> <li>• le plan des zones à risque d'explosion transmis ne permet pas d'identifier l'ensemble des zones où est susceptible de se former de manière épisodique une atmosphère explosive. En effet, le référentiel pris par l'exploitant pour répondre aux pré-requis de la réglementation ICPE en la matière est celui du code du travail et de la réglementation ATEX qui ne répond pas en tout point aux mêmes attendus que ce de la réglementation ICPE en matière d'identification des zones à risques ;</li> <li>• l'exploitant n'a pas procédé à une mise à disposition (vidange/nettoyage) adéquate de ses unités au vu des substances qu'elles peuvent contenir (constat établi pour les drains de la fosse M1179) ;</li> <li>• l'exploitant allège en période d'arrêt des procédures liées à la sécurité des installations, sous couvert d'une analyse des risques, qui s'avère partielle et minorante au vu des risques connus de certaines installations voisines toujours en charge de produits dangereux.</li> </ul>

<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Mise en demeure, respect de prescription
<b>Proposition de délais :</b> 6 mois